



ÉTATS-UNIS
Le contre-congrès de John McBush
Page B 2



IDÉES
La bonne mesure au bon moment
Page B 5

PERSPECTIVES



PHOTO MARIE CHOUINARD

La Compagnie Marie Chouinard présente dans plusieurs pays ses créations, dont *Orphée* et *Eurydice*. Les quatre cinquièmes des représentations de la compagnie ont lieu à l'étranger.

Haro sur la culture « Made in Canada »

Avant les coupes effectuées par le gouvernement Harper, le Canada était déjà le cancre à l'international pour la culture

Ottawa anéantit plusieurs programmes culturels, dont celui de l'aide aux tournées étrangères des artistes canadiens. Le pays était pourtant déjà, et de très loin, le cancre de la classe internationale des pays riches, avec sa médiocre diplomatie culturelle. Comment expliquer cette étrange décision injustifiable d'un point de vue politique et économique?

STÉPHANE BAILLARGEON

La pièce *Orphée et Eurydice*, de la Compagnie Marie Chouinard, sera présentée à la Wesleyan University de Middletown, au Connecticut, dans trois semaines. Elle s'arrêtera à Seattle en octobre, puis à Tokyo et Kyoto en février. Elle est déjà passée par Rome, Hong Kong et Taiwan plus tôt cette année. D'autres créations de la compagnie montréalaise tourneront cet automne en France, en Belgique et au Pays-Bas. Au total, bon an mal an, la troupe offre plus des quatre cinquièmes de ses représentations à l'étranger.

La Compagnie Marie Chouinard perdra environ 200 000 \$ généralement accordés annuellement par Ottawa pour ses tournées si les programmes culturels anéantis récemment ne sont pas remplacés. Une somme en apparence modeste mais finalement essentielle dans un budget fragile, liant une multitude de sources nationales et internationales. Sans jouer les Cassandra démoralisatrices, la chorégraphe annonce donc que les compressions menacent la poursuite de ses activités, voire la survie de sa très noble maison esthétique adulée partout dans le monde. Même un petit trou peut venir à bout d'un grand navire.

« Je suis en tournée à peu près 35 semaines par année, avec deux à trois semaines de représentations au Canada », explique Marie Chouinard au *Devoir*. La danse contemporaine est très internationalisée comme discipline, très mondialisée. On entend dire que de nouveaux programmes vont remplacer ceux qui disparaissent. J'ose espérer que c'est vrai, mais je trouve incroyable qu'on détruise les maigres acquis avant de faire connaître la reconstruction. »

En 2004-2005, 19 compagnies de danse québécoises ont effectué 29 tournées dans le monde, pour un total de 263 représentations données dans 15 pays. Dans une stricte logique de marché (il y a évidemment beaucoup plus en jeu), les concurrentes étrangères n'attendent pas mieux que d'occuper les places

que négligeraient les troupes canadiennes, bien malgré elles, surtout les québécoises, en fait, dans le cas de la danse contemporaine. Une substitution d'autant plus facile que l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, la France et le Japon s'avèrent autrement plus généreux avec leurs propres ambassadeurs créatifs.

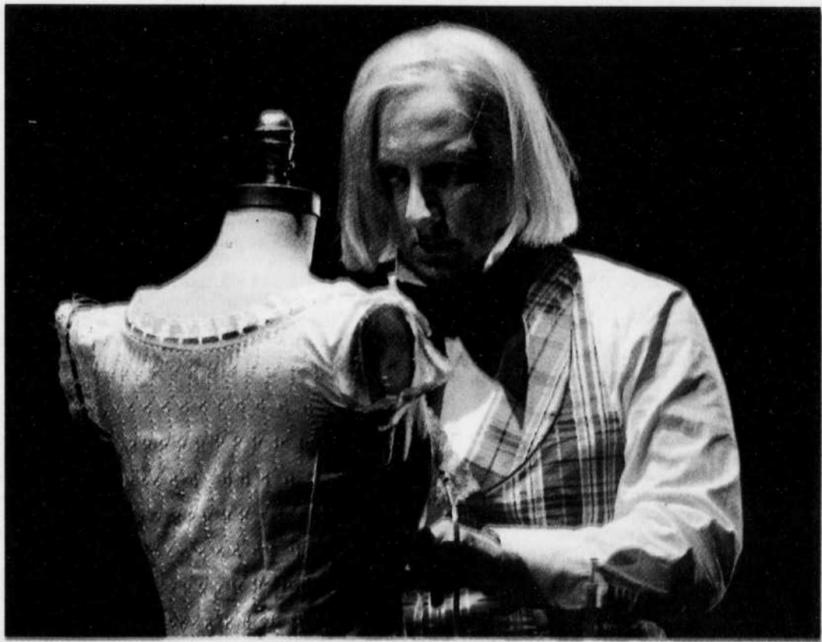
« Les deux tiers de nos revenus proviennent de l'extérieur du Canada », ajoute Édouard Lock, célèbre chorégraphe de la compagnie La La Human Steps. Concrètement, ça veut dire que les fonds fédéraux ont un effet de levier: ils nous donnent accès à des subventions accordées par l'étranger à une compagnie canadienne. Sans cet argent de départ de l'intérieur, les fonds extérieurs risquent de disparaître. »

« La seule étude connue, sur laquelle le gouvernement appuie sa décision, était positive »

Treize programmes

D'où la mobilisation de ces stars des arts et de centaines d'autres artistes cette semaine à Montréal, pour une manifestation à peu près unique dans l'histoire du Canada. La réaction des secteurs s'avère à la hauteur de la catastrophe appréhendée, dont les effets pourraient s'étendre bien au-delà de la stricte bien que capitale question des tournées à l'extérieur. Les quelque 45 millions retranchés à 13 programmes touchent la préparation des expos muséales comme l'archivage et la mise en ligne d'œuvres canadiennes, la formation des futurs scénaristes comme le soutien au développement de nouveaux marchés pour les produits culturels ou l'aide à la « chaîne d'approvisionnement » de l'industrie de l'édition. Le livre, la danse, les arts visuels: les coupes vont saigner à blanc tous les secteurs.

« Le montage financier de toutes les opérations qui diffèrent de la simple production ou création artistique, qui sont, elles, principalement soutenues par le Conseil des arts du Canada, est ébranlé », juge Pierre MacDuff, directeur général de la compagnie de théâtre Les Deux Mondes, elle aussi en suractivité étrangère depuis plus de deux décennies. Son prochain spectacle, lancé mercredi à Montréal, intitulé *Carnet de voyage*, utilise d'ailleurs des souvenirs de



ANNIE DE RARUFEL LE DEVOIR

Robert Lepage roule sa bosse à l'étranger depuis plusieurs années.

tournees comme source d'inspiration. « Un programme comme celui de Développement des compétences permettrait, par exemple, l'engagement financier d'un expert pour l'élaboration d'un plan d'affaires, le développement de nouveaux marchés, la résolution d'une crise de croissance, etc. »

Le lilliputien du lot, le programme Préservation de la musique canadienne, coûtait 150 000 \$ par année, aussi bien dire 150 fois rien. Le total des disparitions (très précisément 44,8 millions au dernier compte) correspond au budget de construction d'un kilomètre d'autoroute, et encore, en rase campagne. Le gouvernement prétend que les programmes euthanasiés souffrent d'inefficacité chronique alors que les témoignages se multiplient depuis quelques jours de la part

de leurs principaux clients pour affirmer haut et fort leur vitale nécessité.

D'où la question répétée comme un leitmotiv depuis la grande manif de mercredi: pourquoi? Pourquoi les conservateurs s'en prennent-ils à ces programmes déjà sous-financés? « Le gouvernement, sous des arguments fallacieux, agit de façon irrationnelle et, de ce fait, brise le dialogue avec les artistes, les créateurs et les organismes qui les représentent », répond Pierre MacDuff, par courriel. Comment, en effet, dialoguer de façon constructive avec une instance qui abolit un programme, PromArT, dont l'évaluation faite par les conservateurs s'était révélée positive en 2006?

VOIR PAGE B 2: CULTURE

Une carrière en traduction vous intéresse?

La traduction est une profession langagière en pleine expansion. Le cumul du certificat et du diplôme d'études supérieures en traduction de McGill peut vous ouvrir la voie à une nouvelle vie professionnelle.

Les apprentis traducteurs désireux de s'inscrire à un programme devront faire une demande d'admission d'ici le 1^{er} octobre et passer ensuite l'examen d'admission.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le 10 septembre au 688 rue Sherbrooke ouest, en la salle 1041, à 18 h.



Pour de plus amples renseignements : (514) 398-1484 | www.mcgill.ca/conted-translation

PERSPECTIVES

Denver
vu de loin

GIL COURTEMANCHE

La Haye — Pour les Canadiens, les mœurs politiques américaines, les congrès à grand déploiement, les centaines de millions de dollars engagés dans les campagnes électorales, les discours sans substance, les orgies publicitaires, toutes ces dérives sont familières. En spectateurs souvent narquois mais aussi souvent médusés, nous regardons et comprenons que c'est ainsi que ces gens-là font des choses aussi sérieuses que d'élire un président. Comme la mise en marché d'une nouvelle McCroquette végétarienne et bio, conçue par des spécialistes du marketing qui engagent après des «cuisiniers».

D'ici, c'est le cirque qui fascine et le vide politique qui déroute. Vue d'ici, la mascarade politique américaine désolée et effraie tout autant qu'elle fascine.

Je me suis tapé plusieurs heures de CNN et de BBC International depuis lundi, m'attendant à apprendre deux ou trois choses sur ce que le Parti démocrate allait proposer à la population américaine. Rien, pas un seul mot, pas une seule phrase à propos des débats réels qui existent entre autres sur la politique énergétique et le libre-échange dans le parti de Barack Obama.

Il fut un temps, dans les années 1970 et 1980, où les conventions démocrates étaient des sortes de bouillons de culture. Les membres du parti s'exprimaient, débattaient, luttaient pour imposer leur point de vue. Aujourd'hui, le Parti démocrate est devenu, comme son frère républicain, une machine à fabriquer des candidats qui peuvent affronter l'électorat avec une bonne chance de succès. Ici, comme dans le PQ, les congrès politiques sont de généreuses foires d'empoigne. On veut bien être élu, mais on a des idées, on possède des principes. Cette bouillie pour les chats constitue la grande faiblesse et la grande force des véritables partis politiques. Le débat les défait peut-être, mais il fait avancer la société.

Cela n'existe plus aux États-Unis. La convention est un couronnement, une affaire entendue, et la seule surprise viendra de l'Etat qui proposera que le candidat soit nommé à l'unanimité, comme si cette phrase creuse pouvait effacer toutes les divisions et les acrimonies. Comme si une ovation constituait un programme et un projet. Maintenant, ce fut le cas à Denver, on remet aux quelques dizaines de délégués qui fréquentent les «ateliers politiques» un projet de programme du candidat déjà choisi, et ces quelques délégués insomniaques, car la majorité dort encore, approuvent le projet de programme qui est déjà sur le site Internet du candidat et du parti.

La «marchandisation» de la politique aux États-Unis a mené en toute logique à la transformation du parti et du candidat en une marque de commerce, une marque dotée d'une image construite principalement sur les perceptions et les émotions. Et la marque de commerce est incarnée par le candidat. Le candidat doit donc rassurer, enthousiasmer, motiver. Tout repose alors sur sa personne, sa personnalité, sa vie, sa famille et sur une image de ses idées. Dans le cas Obama, l'idée, c'est le changement et l'espoir. Pour le reste, c'est sa femme, son enfance difficile, ses études grâce à des prêts étudiants, son action de travailleur communautaire, ses filles si gentilles, ses premiers pas à Hawaii, sa mère célibataire. Si cet homme a vécu toutes ces choses et est maintenant sénateur, il peut mener la barque du pays. Le reste de la tâche est plus difficile et délicat: expliquer aux millions de racistes de ce pays qu'il n'est pas vraiment un Noir, comme ceux qu'on connaît, bruyants, irresponsables et souvent criminels. Comment expliquer que Barack Obama n'est pas Noir, mais un Américain, voilà le défi des stratèges démocrates.

Cette personnalisation de la politique américaine est telle que, malgré l'admirable ralliement de Hillary Clinton, encore 30 % des personnes qui ont voté pour elle durant les primaires refusent d'appuyer Obama et pensent même voter pour John McCain. La majorité de ces mauvais perdants sont des mauvaises perdantes et sont des féministes convaincues que les préjugés contre les femmes sont pires que ceux contre les Noirs. Puisque leur parti a refusé de choisir une femme, c'est leur raisonnement, ces femmes sont prêtes à voter pour un homme qui est contre l'avortement. Elles sont prêtes à voter contre leurs convictions parce qu'elles n'ont pas eu leur femme, leur image. Nous entrons dans la perversité de la personnalisation. Élire le mécréant parce qu'on ne peut pas voter pour l'idole. Comme dirait Elvis Gratton: «Only in the States.»

Cela étant dit, il ne faut pas minimiser le tournant historique qui est survenu à Denver cette semaine. Il y a 45 ans, presque jour pour jour, Martin Luther King lançait à Washington son célèbre «I have a dream». Une toute petite partie de son rêve s'est réalisée quand une femme blanche, sénatrice de l'Etat de New York, la femme d'un ancien président, a proposé qu'on nomme à l'unanimité un Noir candidat de son parti à la présidence. Tout cela était orchestré pour obtenir le maximum d'impact médiatique, bien sûr. Mais il fallait oser et, nonobstant toutes les considérations de stratégies et de mise en marché, cette mise en scène marquera l'histoire américaine. Reste à savoir maintenant s'il existe plus de racistes aux États-Unis que d'antiféministes. Je crois que Hillary Clinton aurait été élue facilement. Barack Obama, je suis loin d'en être certain.



JIM YOUNG REUTERS

barack Obama et son colistier Joe Biden.

Le contre-congrès de John McBush

Le Grand Old Party devra lui aussi refaire l'unité de ses troupes

S'ouvre lundi, le temps de prendre le week-end pour digérer le sacre historique de Barack Obama à Denver et l'unité recollée du Parti démocrate, bénie par les Clinton, le congrès républicain qui confirmera la candidature présidentielle du vieux routier John McCain. La parole est au Grand Old Party. Qu'en attendre?

GUY TAILLEFER

John McBush, ironisent les démocrates, qui n'ont pas tort. Lundi soir à Saint Paul, au Minnesota, c'est donc le président George W. Bush qui ouvrira le bal politique républicain, en compagnie du vice-président Dick Cheney et du gouverneur de la Californie, Arnold Schwarzenegger. Le lendemain, les projecteurs seront braqués sur Rudy Giuliani, monsieur 11-Septembre et ex-maire de New York...

Le Parti républicain n'a pas vécu les déceptions qu'ont connus les démocrates ces derniers mois, soit, mais il n'empêche qu'il doit, lui aussi, refaire l'unité des troupes à deux mois de la présidentielle et que, pour le meilleur et pour le pire, la collaboration de M. Bush lui est nécessaire. Ce qui place dans une situation bien délicate le septuagénaire John McCain, qui, ne voulant pas passer pour un clone, s'associe néanmoins, par nécessité électorale mais aussi par principe, à un président très impopulaire dans l'opinion publique.

«Pour McCain, c'est un environnement toxique», dit le politologue Frédéric Gagnon, de l'UQAM, alors que «les astres semblent alignés pour Barack Obama, économiquement, politiquement et historiquement».

N'empêche que la toxicité dans laquelle baigne M. McCain n'exclut pas, n'en déplaie aux inconditionnels de l'obamanie, qu'il puisse l'emporter le 4 novembre prochain, si ce n'est que par la peau des dents. Alignement des astres ou non, l'avance marquée dont disposait le sénateur de l'Illinois sur celui de l'Arizona dans les intentions de vote à l'échelle nationale a fondu cet été. Un signe inquiétant, note M. Gagnon, de la Chaire Raoul-Dandurand, est que le choix de Joe Biden comme colistier démocrate n'a pas donné le coup de pouce escompté à M. Obama dans les enquêtes d'opinion. Les sondages de cette semaine les plaçaient, McCain et lui, au coude à coude.

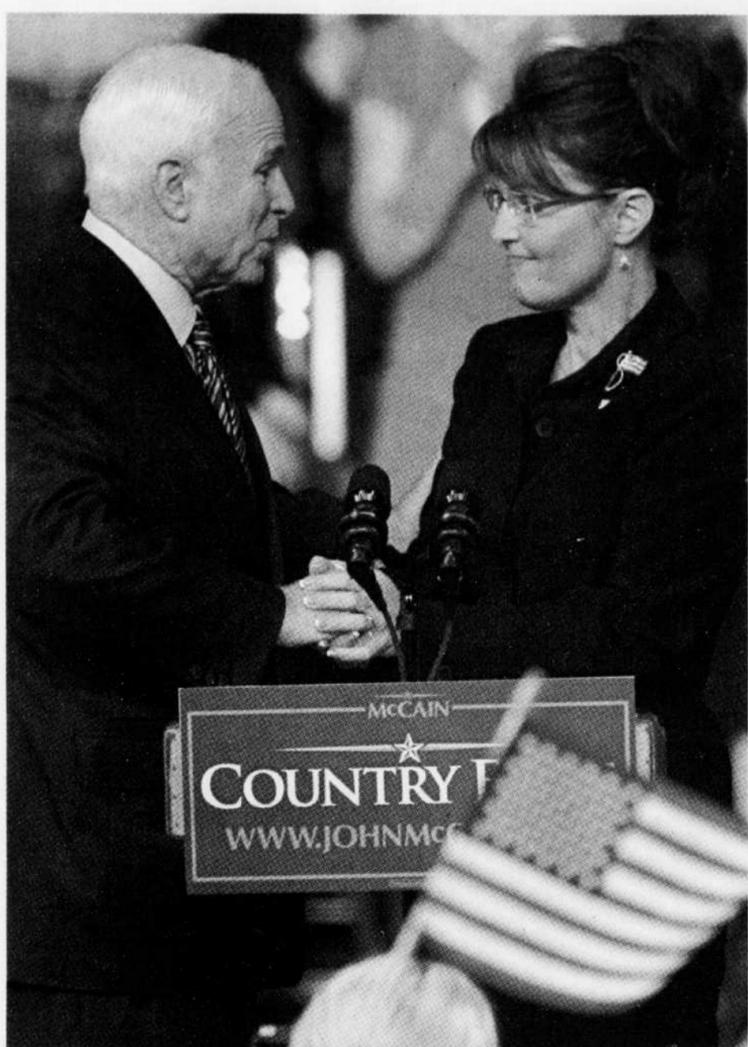
Le républicain a remanié son équipe début juillet en nommant Steve Schmidt comme responsable de sa campagne au jour le jour. M. Schmidt a été un proche collaborateur de Karl Rove, architecte électoral principal des victoires de M. Bush en 2000 et en 2004 et spécialiste en publicité vicieuse. Cela n'a pas nui.

Rompant avec la tradition qui veut qu'on adopte un «profil bas» pendant le congrès d'investiture de son adversaire, le clan McCain a d'ailleurs multiplié à heure de grande écoute les publicités anti-Obama pendant le «sommet» de Denver.

On peut s'attendre que le congrès de Saint Paul obéisse à la même stratégie, celui de l'attaque tous azimuts, tout en «retenant l'information», dit Gagnon, de manière à faire l'impasse sur les côtés sombres du bilan présidentiel de M. Bush.

La grand-messe républicaine ne risque pas non plus de faire l'économie d'une contradiction fondamentale: les errements de la politique étrangère américaine sous M. Bush et son inexpérience en la matière quand il a la première fois mis les pieds à la Maison-Blanche n'empêcheront pas les orateurs de marteler devant les congressistes à Saint Paul que M. Obama n'a pas les compétences pour devenir commandant en chef... Et que son élection, par conséquent, mettrait en péril la sécurité du citoyen américain.

Si impopulaire qu'il soit auprès du grand pu-



MATT SULLIVAN REUTERS

John McCain mise sur sa colistière, Sarah Palin, pour l'aider à rassembler le parti.

blic, le président sortant conserve des liens solides avec les militants du parti, en particulier sa frange religieuse, qui l'a élu deux fois et sans laquelle M. McCain, qui a eu 72 ans hier, aurait du mal à l'être. Aussi, M. Bush est à la fois pour M. McCain un boulet et un allié utile. Ce dernier a besoin du président pour l'aider à rassembler le parti et à mobiliser une droite religieuse qui ne le trouve pas assez conservateur à son goût; le président attend du sénateur de l'Arizona qu'une fois élu, il valide son action présidentielle, spécialement en Irak.

Ce sur quoi le président sortant peut compter, tant M. McCain est «plus Bush que Bush» sur la question irakienne, pour reprendre l'expression de l'organisation anti-guerre MoveOn.org.

Une image d'indépendance

Il a beau cultiver l'image d'un républicain indépendant d'esprit, il a voté du côté de M. Bush 90 % du temps pendant cinq des six premières années de sa présidence, selon des chiffres compilés par le Congressional Quarterly. M. Obama ne s'est pas privé de le souligner dans son discours d'investiture jeudi soir devant des dizaines de millions de téléspectateurs.

Vrai que M. McCain a réclamé la démission de l'ex-secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, critiqué régulièrement la gestion américaine de la guerre en Irak et l'unilatéralisme diplomatique de la Maison-Blanche, mais il s'est, sur le fond, rangé inconditionnellement aux vues de M. Bush sur la nécessité de poursuivre la guerre.

M. McCain a été un bon soldat de la Maison-Blanche sur à peu près tous les plans. Pour avoir été torturé alors qu'il était prisonnier de guerre au Nord-Vietnam entre 1967 et 1973, il s'est élevé contre l'usage de techniques d'interrogation abusives, tout en se prononçant très fermement contre l'élargissement des droits légaux des détenus de Guantánamo.

Il ne se cache pas de vouloir, s'il est élu,

nommer des juges ouvertement conservateurs à la Cour suprême. Il est favorable à l'interdiction des mariages entre conjoints de même sexe. Il est encore plus explicite que M. Bush dans son désir de voir renverser «Roe v. Wade», le jugement de la Cour suprême qui a reconnu le droit à l'avortement en 1973.

Il partage en tous points la philosophie fiscale du président sortant, approuve l'idée de rendre permanentes les diminutions de taxes totalisant près de 1,7 mille milliards de dollars qu'a appliquées M. Bush en 2001 et en 2003. En matière d'assurance maladie, dont ne bénéficient pas 50 000 millions d'Américains, M. McCain a fait des propositions qui visent moins, disent ses critiques, à étendre la couverture aux laissés-pour-compte qu'à rendre le marché plus efficace.

Favorable à l'imposition de plafonds aux émissions de GES, c'est en matière environnementale qu'il se différencie le plus de M. Bush, qui vient seulement de reconnaître, du bout des lèvres, que les changements climatiques ont des causes industrielles. Encore qu'il souffle le chaud et le froid: il a désigné hier comme colistière la nouvelle gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, membre de la National Rifle Association et par ailleurs ardente défenseuse de l'ouverture, comme lui du reste, du Arctic National Wildlife Refuge aux forages pétroliers...

Barack Obama est à son tour passé à l'attaque jeudi soir contre McCain, livrant un discours tout à la fois progressiste et enveloppé dans le patriotisme et les valeurs traditionnelles américaines. «Politiquement, le défi pour ce candidat si inhabituel», affirme M. Gagnon, «c'est de parvenir à incarner la plus ordinaire des normalités personnelles, familiales, etc.» M. McCain n'a pas ce problème. Les deux hommes se mesureront le 26 septembre prochain à l'Université du Mississippi, dans la petite ville d'Oxford, dans le premier de trois débats télévisés.

Le Devoir

CULTURE

SUITE DE LA PAGE B 1

La seule étude connue, sur laquelle le gouvernement appuie sa décision, était positive. Quel crédit accorder à celles qu'il ne rend pas publiques? [...] On pourrait croire que l'argument économique sera convaincant pour un gouvernement de droite. Mais ça ne semble pas être le cas. Alors, on fait quoi ?»

De la diplomatie culturelle

L'argument politique et diplomatique cherche aussi ses emprises logiques. La mondialisation croissante comme la réalité du monde depuis les attentats de 2001 ont mis en évidence une certaine faille de la diplomatie classique et du même coup l'importance d'établir des ponts (plutôt que de fermer des portes) entre les cultures et les civilisations. Le professeur de sciences politiques Joseph Nye, de l'Université Harvard, propose même de faire de la diplomatie culturelle un rouage central des relations internationales au XXI^e siècle, ce que de plus en plus d'États mettent carrément en pratique.

Le British Council consacre maintenant plus d'un milliard par année à ces affaires culturelles internationales. Le réseau du Goethe-Institut emploie 3300 personnes en Allemagne et dans 90 pays. La France déploie plus de 150 établissements culturels dans le monde.

Et ici? Le programme PromArt est le seul du lot aboli rattaché au ministère des Affaires

étrangères. Doté d'une enveloppe de 4,7 millions en 2007-2008 (on répète: moins de 5 millions), il aide les artistes et les compagnies canadiennes à présenter des activités hors frontières, le plus souvent à coup de petites enveloppes de quelques milliers de dollars distribuées à la pièce.

«La France comme gouvernement semble bien consciente de l'importance de son rayonnement à l'étranger par la culture», commente alors Pierre MacDuff. La France qui compte ouvrir sous peu une deuxième antenne du Centre Pompidou (consacré à l'art moderne, qui trouve probablement peu de grâce aux yeux de Stephen Harper) à Shanghai. La France qui se fait forte de payer le prix fort pour des tournées à l'étranger.

Il parle d'expérience. Depuis des années, Les Deux Mondes croisent partout des troupes françaises en nombre et en qualité, y compris l'énorme Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine. «Lorsque nous avons tourné en Russie, nous nous étions fait dire, à Nijni-Novgorod, que les seuls spectacles étrangers qui y passaient provenaient de la France. Ce n'est pas étonnant puisque le gouvernement français payait tout, contrairement à la contribution canadienne, qui ne constitue qu'une partie relativement modeste du montage financier. Idem pour la Chine: les spectacles français étaient présents à répétition dans les festivals.»

La comparaison peut prendre des tournures gênantes. Pierre MacDuff raconte que le libé-

ral Pierre Pettigrew, alors qu'il détenait le portefeuille des Affaires étrangères du Canada, lui avait confié que le gouvernement allemand dépensait plus d'argent au Canada pour y promouvoir la culture allemande que le Canada ne le faisait pour promouvoir la culture canadienne dans le monde...

Les compressions des conservateurs ne se résument donc pas aux tournées, mais les tournées, elles, réduisent au pur jus l'essentiel de la récente décision: injustifiable d'un point de vue économique ou politique, elle s'éclaire autrement d'un point de vue idéologique. Les conservateurs exposent ainsi très franchement leur option en sabrant dans un programme de diplomatie culturelle tandis qu'ils bonifient à coups de milliards les budgets militaires et les dépenses de sécurité. Ottawa favorise les relations coercitives plutôt que la diplomatie culturelle, le hard power plutôt que le soft power, pour parler comme le professeur Nye.

«Malgré l'insistance que l'on met sur les Affaires étrangères, à cause aussi de son poids symbolique, il ne faudrait pas que les conservateurs s'en tirent auprès de l'opinion publique simplement en remettant en place ce programme, conclut alors Pierre MacDuff. C'est aussi le personnel et les effectifs des ambassades qui doivent être ramenés, ou mieux, bonifiés, de même que les autres programmes.»

Le Devoir

PERSPECTIVES

Une élection
« normale »

MICHEL DAVID

Les explications de Stephen Harper laissent pour le moins perplexe. Pour justifier le viol de la loi sur les élections à date fixe qu'il a lui-même fait adopter, le premier ministre soutient que le Parlement est devenu si « dysfonctionnel » qu'il est impossible d'attendre plus longtemps. Pourtant, il dit s'attendre à ce que le prochain gouvernement soit encore minoritaire. Autrement dit, au lendemain du scrutin, rien ne sera réglé.

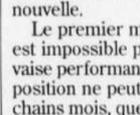
Les deux sondages pancanadiens dont les résultats ont été publiés hier placent libéraux et conservateurs presque à égalité. Bien sûr, une élection peut réserver des surprises. Même si le dernier CROP permet au PC d'espérer des gains intéressants au Québec, il semble toutefois douteux que cela suffise à lui assurer une majorité.

La publicité télévisée destinée au Québec contredit elle-même la thèse du blocage parlementaire. La longue liste de réalisations dont M. Harper et ses ministres québécois s'enorgueillissent, à tort ou à raison, semble plutôt démontrer que la Chambre des communes fonctionne de façon tout à fait acceptable dans les circonstances.

Alors, pourquoi cet empressement à la dissoudre?

La conséquence la plus immédiate d'un scrutin qui consacrerait le statu quo serait sans doute de provoquer le départ de Stéphane Dion et son remplacement par un chef plus redoutable, peu importe qu'il s'agisse de Michael Ignatieff, de Bob Rae ou d'un autre. Pour M. Harper, auquel une grande partie de la population demeure manifestement réfractaire, ce serait là une très mauvaise nouvelle.

Le premier ministre fait peut-être le calcul qu'il est impossible pour M. Dion d'offrir une plus mauvaise performance qu'actuellement et que sa propre position ne peut que se fragiliser au cours des prochains mois, que ce soit en raison du ralentissement de l'économie ou en raison de l'entrée éventuelle de Barack Obama à la Maison-Blanche.



Stephen Harper

Entre deux maux, il est toujours préférable de choisir le moindre. Pour M. Harper, il vaut certainement mieux demeurer deux ou trois ans de plus à la tête d'un gouvernement minoritaire que de risquer une défaite qui précipiterait l'heure de la retraite. Le jour venu, il pourra s'enrichir à loisir dans le secteur privé, mais pourquoi se presser d'abandonner un métier qui lui procure de toute évidence beaucoup de plaisir?

Au contraire, Gilles Duceppe donne l'impression d'être pressé d'en découdre afin de pouvoir enfin quitter un poste qui ne présente plus aucun attrait à ses yeux. Depuis sa malheureuse tentative de faire le saut à Québec, le chef du Bloc québécois n'en finit plus de s'étioler à Ottawa. Seul M. Dion semble se complaire dans sa situation pathétique. À l'aube de la campagne, il manifeste le même enthousiasme que le condamné montant à l'échafaud.

À défaut de bouleverser l'équilibre des forces à la Chambre des communes, les prochaines élections offriront aux Québécois une rare occasion depuis longtemps de faire l'expérience d'une campagne « normale », où le débat entre la gauche et la droite ne sera pas pollué, ou si peu, par la question nationale.

Même si le scandale des commandites avait été omniprésent durant la campagne de décembre 2005-janvier 2006, la souveraineté du Québec apparaissait toujours en arrière-plan. Au-delà du procès fait aux libéraux, c'est la réplique qu'il convenait de donner aux souverainistes qui était au cœur du débat.

À l'époque, la menace paraissait encore bien réelle. André Boisclair venait tout juste d'être élu à la tête du PQ, auquel les sondages accordaient 15 points d'avance sur le PLQ, tandis qu'une majorité de Québécois se disaient prêts à voter OUI à un éventuel référendum sur la souveraineté. C'est seulement après l'arrivée au pouvoir des conservateurs que le vent a commencé à tourner.

Même avec une plate-forme résolument progressiste, le Bloc québécois a longtemps réussi à s'attacher une clientèle plus conservatrice, pour laquelle l'objectif souverainiste primait sur toute autre considération.

Les premiers signes d'effritement sont apparus dans la grande région de Québec aux élections du 26 janvier 2006. Dans un rapport qui avait été brutalement rejeté par la direction du Bloc, l'ancienne députée de Louis-Hébert et vice-présidente du parti, Hélène Alarie, avait montré du doigt la « frénésie gauchiste » qui s'était emparée du Bloc, trop centré sur Montréal, qui se retrouvait « en porte-à-faux avec le conservatisme profond d'une grande partie de l'électorat de Québec-Chaudière-Appalaches ».

Le dernier sondage CROP indique que cette désaffection pour le Bloc s'étend maintenant aux circonscriptions du 450, où l'ADQ avait effectué une percée foudroyante en mars 2007. Maintenant que le PQ a officiellement renoué la souveraineté aux calendes grecques, d'autres pourraient se sentir libres de voter selon leurs convictions idéologiques profondes.

D'autant plus que les positions des différents partis sont plus claires que jamais. Entre le conservatisme éclairé de Brian Mulroney et le progressisme modéré de John Turner ou de Jean Chrétien, il n'y avait qu'un pas. Entre libéraux et conservateurs, il y a maintenant un fossé. M. Harper n'a pas tort de dire que Stéphane Dion a entraîné le PLC plus à gauche qu'il ne l'a été depuis l'époque de Pierre Elliott Trudeau. Inversement, le PC n'a jamais été aussi conservateur depuis John Diefenbaker, et encore.

Les progressistes qui sont fatigués de voir le Bloc tourner en rond, mais qui ne peuvent se résoudre à voter pour le PLC, surtout s'il est dirigé par M. Dion, ont toujours la possibilité de se tourner vers le NPD ou le Parti vert. Pour les électeurs de droite, la seule option est le PC. À son grand plaisir, Gilles Duceppe pourrait découvrir que bien des Québécois sont moins allergiques aux dinosaures qu'il ne le croit.

mdavid@ledevoir.com



L'usine de Toronto de la compagnie Maple Leaf a été complètement stérilisée cette semaine.

La dernière victime: Maple Leaf

Ces bactéries rusées

Malgré un système de surveillance efficace, il est difficile, voire quasi impossible, d'empêcher totalement les éclosions indésirables

Deux cents produits rappelés, des pertes de 20 millions de dollars, 30 personnes contaminées, 15 décès... Dans les deux dernières semaines, la crise de la *Listeria* a été vécue comme un douloureux électrochoc par l'industrie agroalimentaire canadienne. Tout en cherchant à rassurer les consommateurs, elle se questionne toutefois sur les moyens d'enrayer des éclosions de pathogènes, finalement incontrôlables dans le monde de l'alimentation.

FABIEN DEGLISE

« Malgré tout ce que l'on fait, nos systèmes ne sont pas infaillibles. » La récente éclosion de la bactérie *Listeria monocytogenes* qui frappe de plein fouet Alimentation Maple Leaf a eu l'effet d'une douche froide pour le secteur canadien de l'alimentation, qui tente désormais d'encaisser le coup. Avec inquiétude devant la prévisible perte de confiance des consommateurs, mais aussi avec une impression de profonde impuissance et d'injustice devant l'émergence de toutes ces bactéries, mauvaises tant pour la santé que pour l'image.

« Nous sommes dans un pays très réglementé où tout est mis en place pour assurer la salubrité des aliments, a indiqué cette semaine Sylvie Cloutier, du Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation (CTAC). La malheureuse présence de *Listeria* dans une usine de Maple Leaf est bien sûr une chose étonnante, mais qui nous prouve aussi que le risque zéro n'existe pas. »

Le géant canadien de la dinde fumée et du porc en tranches vient d'ailleurs de prendre la pleine mesure de cette quête impossible de la perfection sanitaire. Sous les projecteurs depuis deux semaines, Maple Leaf a dû procéder au rappel de 200 produits de charcuterie après que des inspections dans une de ses usines de Toronto eurent révélé la présence de *Listeria*. Cette bactérie rare, qui se développe dans des environnements aseptisés et froids, est à l'origine de la listériose, une maladie parfois mortelle, surtout chez les personnes âgées et les enfants en bas âge.

Rapidement mise en observation par les autorités sanitaires fédérales, l'usine est à ce jour à l'origine d'une contamination confirmée chez une trentaine de consommateurs, principalement en Ontario, où les répercussions de cette crise sont les plus importantes. Trente-six autres cas font toujours l'objet d'une enquête partout au pays. La bactérie, avec quatre souches différentes repérées dans l'usine de Toronto, est également tenue pour responsable de 15 décès, dont un a été confirmé au Québec en milieu de semaine par la Direction de la san-

té publique, qui n'a pas souhaité trop conjecturer sur la suite des choses.

« D'autres cas vont apparaître dans les prochains jours », a simplement indiqué Horacio Arruda, directeur de l'autorité sanitaire, tout en justifiant cette prédiction par un fait: la période d'incubation de la listériose — le délai entre la contamination et les premiers symptômes — varie de 2 à 70 jours.

Symptôme d'une époque

La crise a donc encore du temps pour durer.

D'autant que ces éclosions à répétition, qui semblent impossibles à enrayer, semblent désormais bien s'ancrez dans notre époque, croit Guy Debaillieu, professeur en économie agroalimentaire à l'Université Laval. « Au fur et à mesure qu'on essaie de sécuriser notre filière alimentaire, on s'aperçoit qu'il reste malgré tout des îlots de fragilité, dit-il. Nos méthodes de gestion de la salubrité semblent ouvrir la voie à ce genre de problème. C'est un peu comme l'émergence des maladies nosocomiales dans les hôpitaux. Elles n'apparaissent pas parce que la qualité sanitaire dans les hôpitaux a diminué. Mais sans doute à cause de l'inverse. »

L'éclosion récente de *Listeria* chez Maple Leaf, dans une usine où la propreté ne devait pas trop prêter le flanc à la critique, en est une preuve évidente. La chose aurait pu toutefois rester confidentielle si elle n'avait frappé de plein fouet ce géant canadien de la charcuterie, dont les produits sont très présents dans les frigos et les garde-manger des Canadiens. « Ce qui donne de l'ampleur à la crise, c'est le fait qu'elle s'inscrit dans une logique de concentration, poursuit l'universitaire. Et dans ce contexte, les retombées sont importantes. »

Au-delà de l'hystérie soulevée par *Listeria*, l'entreprise Maple Leaf estime en effet qu'elle va devoir encaisser des pertes de près de 20 millions de dollars. La direction a également fait

son mea-culpa cette semaine, assumant totalement la responsabilité de ce drame national qui pourrait à l'avenir échauder quelques consommateurs de viandes froides... « Temporairement toutefois, dit Guy Debaillieu. Les changements d'habitudes profonds sont à envisager seulement si d'autres contaminations de cette ampleur devaient se produire ailleurs. »

Quête de salubrité

Tout comme pour l'émergence de pathogènes dans la chaîne alimentaire, le risque de s'exposer à d'autres crises du genre est, dans le contexte actuel, loin d'être nul. Il laisse aussi perplexe l'industrie de la transformation de la viande, qui chaque année dépense pourtant « des millions de dollars pour des tests de laboratoire, la désinfection des usines, l'achat d'équipement », afin d'assurer la salubrité de ses produits, a indiqué en début de semaine par voie de communiqué le Conseil des viandes du Canada. « Les usines de transformation de la viande ont recours à des experts et professionnels hautement qualifiés en sciences des aliments et en microbiologie pour gérer leurs programmes. [...] De nombreuses entreprises comptent des titulaires de doctorats et des vétérinaires parmi leurs effectifs. »

Pis, l'usine de Maple Leaf, la numériquement nommée 97 B, répondait depuis des années aux normes de fabrication dites HACCP, un acronyme anglais qui désigne un programme de gestion des risques sanitaires tout au long de la chaîne de production alimentaire. Largement exploitées par l'agro-industrie comme symbole de l'innocuité des produits qu'elle met sur le marché, ces cinq lettres font référence à une méthode de gestion élaborée aux États-Unis en 1959 pour la NASA afin de prévenir, d'éliminer ou de réduire à un niveau acceptable tout danger biologique, chimique et physique... dont *Listeria monocytogenes* fait partie.

« On ne peut pas éliminer tous les risques, résume Julie Jean, professeure en microbiologie alimentaire et en innocuité des aliments à l'Université Laval. Dans les dernières années, beaucoup d'efforts ont été déployés pour réduire au minimum les contaminations dans le secteur alimentaire. Et c'est très bien. Mais des accidents ponctuels [comme celui qui s'est produit dans l'usine de Maple Leaf] sont inévitables. Les bactéries, il y en a partout. »

À preuve, depuis le début de l'année, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a encadré le rappel de plusieurs centaines d'aliments contaminés par *Listeria* un peu partout au pays. Outre les charcuteries du géant canadien, des sandwiches au poulet et aussi des fromages ont été dans sa ligne de mire.

Au Québec, le pathogène est à l'origine de 42 contaminations d'humains depuis le 1^{er} janvier 2008, a annoncé cette semaine la Direction de la santé publique. Huit personnes y ont d'ailleurs succombé. Elles avaient entre 72 et 93 ans. Jeudi, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a une fois de plus annoncé un rappel de fromage, la Tomme de Grosse-Île achetée spécifiquement dans une fromagerie de Saint-Sauveur, en raison de la présence de *Listeria*. Une éclosion a d'ailleurs suivi de très près dans le secteur fromager au Québec, alors qu'une souche, la P93, différente de celles découvertes à Toronto, est actuellement en circulation. Elle a été découverte dans trois produits et trois fromageries. Les autorités sanitaires enquêtent, mais elles lancent également aux consommateurs un appel au calme. « Ce n'est pas une situation anormale », a dit M. Arruda tout en rappelant que bon an mal an une vingtaine de souches de *Listeria* courent dans les cuisines, commerces et usines du Québec. Certaines faisaient toutefois parler d'elles plus que d'autres.



MIKE CASSESE REUTERS

Depuis le début de l'année, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a encadré le rappel de plusieurs centaines d'aliments.

Le Devoir

ÉDITORIAL

Obama le gladiateur

Beaucoup espéraient des effets oratoires à la Martin Luther King, d'autres souhaitaient un chapelet de références à John F. Kennedy. Ce fut Barack Obama du début à la fin. Un Obama pugnace, un Obama faisant preuve d'une agressivité certaine comme le voulaient ses conseillers.

Parce qu'il prononçait son discours le jour anniversaire, le 45^e pour être précis, du fameux discours que le pasteur King déclina sur le Capitole, on s'attendait à ce qu'Obama se présente comme le rêve politique réalisé, si l'on peut dire, de son célèbre aîné. Ce ne fut pas le cas. Bien au contraire, Obama s'est appliqué à gommer sa différence, son afro-américanité, en évoquant l'ombre de ses grands-parents maternels et de sa mère, tous originaires d'un État de l'Amérique profonde: le Kansas. Afin d'éviter d'être perçu comme un Noir en colère qui prend sa revanche, il a effacé une réalité qui reste historique.

Parce qu'il acceptait la nomination du Parti démocrate dans un stade, à l'extérieur, en plein air, comme Kennedy en 1960, parce que, comme ce dernier, Obama est jeune, on croyait qu'il s'attarderait à faire écho à cette figure légendaire. Nenni! Il a pris un soin particulier à ne pas s'attarder à cette période politique. La raison? Pour Obama ainsi que pour ses conseillers, l'humeur électorale des Américains étant ce qu'elle est aujourd'hui, tout arrêter sur les années 60 aurait pu avoir pour conséquence de s'aliéner ces indécis qui jugent cette période comme trop libérale, trop permissive.

Dans les semaines antérieures à l'amorce de la convention, il n'avait échappé à personne que McCain, comme l'indiquaient une flopée de sondages, montait en puissance. Après analyse des variables ayant favorisé cette échappée du champion des républicains, l'état-major d'Obama fut habité par une inquiétude, voire un questionnement. Et si notre poulain manquait d'agressivité? Et si l'n'était pas assez combatif?

Tout, enfin presque tout, est là. Entre les avis de ses proches et les conseils des sénateurs et gouverneurs, Obama a trempé la plume dans l'encrier de l'offensive. De fait, l'objectif central de son discours, le principal message qu'il fallait passer, consistait à ancrer dans les esprits qu'Obama pouvait être aussi pugnace que McCain, qui avait grignoté bien des parts électorales en semant le doute sur la capacité d'Obama d'être le chef des armées.

Tout un chacun aura évidemment noté qu'à plus d'une reprise le démocrate a associé le nom de McCain à celui de Bush. Bien de ses efforts ont été canalisés afin de montrer qu'une victoire du républicain s'avérerait un troisième mandat Bush. Qu'il ne faudrait donc pas s'attendre à une quelconque inflexion de la politique économique, à une quelconque modification de la politique étrangère, mais bien plutôt à une politique favorisant davantage des riches déjà très riches. Son pari, Obama l'a tenu et l'a remporté.

Cela étant, le républicain n'a pas tardé à répondre en dévoilant l'identité de sa colistière. Il s'agit de Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska depuis moins de deux ans. Étonnant, très étonnant même, le choix de McCain a fait grincer quelques dents... républicaines! Car en optant pour cette candidature, McCain met de facto sous les boisseaux la critique sur le manque d'expérience du démocrate. La seule explication possible? Il semble que McCain veuille rallier les voix féminines déçues que Hillary Clinton a perdues. Car le fin mot de cette histoire est un chiffre: 8,5 % d'indécis seulement. Mais pour l'instant...

On se fait avoir!

A la veille de la longue fin de semaine de la fête du Travail, voilà que le prix de l'essence à la pompe grimpe soudainement de 12 ¢, pour revenir près de 1,40 \$ le litre. Devant un scénario aussi répétitif que grossier, on devrait s'attendre à ce que les autorités mettent leur nez dans les livres des détaillants, mais non: leur mandat ne va pas jusque-là. Comme si la concurrence jouait réellement son rôle, alors qu'il suffit qu'un seul détaillant lance le signal à la hausse pour que tous les autres suivent aussitôt. Si la concurrence jouait vraiment, celui-là serait pénalement, ce qui n'est jamais le cas.

Devant une telle absence de concurrence, on devrait au moins s'attendre à ce que les indépendants fassent contrepoids. Au contraire, ils sont comme larrons en foire avec les grandes compagnies.

Nous apprenons en juin que la presque totalité des détaillants de certaines régions était accusée d'avoir comploté pour fixer les prix. Parmi ces accusés, on compte des indépendants, dont un membre du conseil de l'Association québécoise des indépendants du pétrole, celle-là même qui a porté plainte devant la Régie de l'énergie pour qu'elle impose un prix plancher au Costco de Saint-Jérôme.

Et que dire des ententes formelles entre grosses compagnies et indépendants? Esso, par exemple, travaille main dans la main avec le Groupe Harnois de Lanaudière, qui exploite environ 85 stations sous sa propre enseigne et 45 stations Esso dans quelques régions du Québec. C'est pourtant à titre de représentant des indépendants que la direction de Harnois a témoigné devant la Régie pour défendre l'imposition de l'augmentation automatique de 3 ¢ du litre d'essence dans toutes les stations de Saint-Jérôme... au nom de la concurrence.

Depuis quand Costco a-t-elle dans ses plans de faire disparaître les pétroliers de la carte? Pourquoi interdire à une chaîne de détail de vendre un produit moins cher afin d'attirer la clientèle? Pourquoi l'essence et pas les carottes, le porc ou les voitures?

En fait, ceux qui protègent cette mauvaise loi, ce ne sont pas seulement les indépendants, mais aussi les pétroliers qui se cachent derrière les indépendants pour empêcher la venue de nouveaux concurrents sur le marché du détail.

On se rappellera au passage que le ministre responsable de l'adoption de cette loi, en 1997, était Guy Chevrette, député du comté où est établi le Groupe Harnois, dont la famille s'est montrée reconnaissante à l'égard du PQ au cours de cette brève période, comme le montrent les données compilées par le DGE.

Dans la conclusion d'un rapport au ministre publié il y a un an, la Régie de l'énergie avait le culot d'affirmer: «La Régie constate que le marché de la vente au détail fonctionne suivant des règles de saine concurrence.» Saine concurrence, vraiment?

Qu'ils sortent un peu de leur bulle bureaucratique, ces chers régisseurs, car dans le secteur de la distribution de carburants, la concurrence est encore plus factice depuis que Québec a décidé d'interdire à quiconque de baisser ses prix sous un niveau plancher pourtant très arbitraire.

j.rsansfacon@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



SERGE TRUFFAUT

LETTRES

Merci monsieur Vastel

Vous m'inspiriez le respect, monsieur Vastel, Vous qui fêtiez vos quarante ans un vingt mai historique, et qui aujourd'hui nous quittez en nous disant - si je vous ai bien compris... - un non moins mémorable: «À la prochaine fois!»

Et ce, à peine quelques minutes avant votre aller sans retour. On ne peut être plus clair, de toute évidence. Aller conscient. Et courageux, aussi, je ne puis que le présumer. Merci à vous, sincère ami et lucide compagnon du pays des Félix - du pays de nos ancêtres communs. Et pourtant toujours encore à naître. Mes pensées émues pour vos proches, enfin. Que vous laissez sans voix mais non point, je le crains, sans larmes. Votre départ subit m'attriste. Vraiment. Vous me manquez. Adieu, honnête homme.

Jean-Luc Guoin

Un compatriote qui vous pleure d'outre-Atlantique, 28 août 2008

Rire jaune

M. «Juste-pour-rire» n'a pas tort en affirmant que «la personnalité de Montréal est diffuse, pas claire, ça part dans toutes les directions». Il omet toutefois de mentionner que cette «dispersion» est la conséquence directe de la «structure politique» bancal dont les gouvernements péquistes et libéraux l'ont «affligée». Étant donné la «balkanisation» de la métropole du Québec au «rang de village», avec cette pléthore d'arrondissements, refuges de «maîtres», conseillers et sous-fifres de tout acabit, que pouvait-il espérer de mieux? En «dépouillant» ainsi Montréal de son influence politique par crainte de la résurgence éventuelle d'un «nouveau Dra-

peauville», ces gouvernements, avec la complixité béate du jovialiste Gérard Tremblay et de sa «bande de bénis-oui-oui», font en sorte que Gilbert Rozon et les Montréalais pourront continuer à «rire jaune» pour longtemps en se lamentant «Maman, c'est fini!».

Pierre Samuel

Montréal, 28 août 2008

Sincérité mise en doute

Au contraire de ce pense Michel Tremblay, je ne crois pas que les conservateurs au pouvoir soient «des gens sincères». C'est une erreur de sous-estimer la cynisme et démagogique mise en scène de M. Harper. Le profil de ce chef est celui d'un agresseur du Québec, et il nous mène tout droit à la trappe, le pays en entier.

Michel Tremblay se trompe quand il déclare que «ce n'est même pas fait de mauvaise foi». Le théâtre de M. Harper est un mélo bien ficelé et dangereux, et derrière le masque il n'est pas difficile de voir un homme à face de renard. Il préfère le kaki de l'armée et les vitres teintées des Jeep sport blindées pour s'amener au Parlement. Il peut paraître élégant malgré le petit ventre glouton, glouton de pétrole. Il soigne sa mise, le visage bronzé et la peau lisse, les cheveux élégamment coiffés, les épaules carrées. Il cache bien son jeu, et ce n'est pas «sincère», c'est un faux, un personnage narcissique à texture soyeuse, en costume de velours et à la main de fer, qui se couronne lui-même avec ostentation.

Son refus de gouverner pour la collectivité est une scandaleuse hypocrisie. Dénigrant toute opposition, il cumule ses agressions contre les libertés civiles, ses attentats contre les arts et son non-respect des droits de la personne, sans parler de son attitude devant le désastre climatique.

Michel Tremblay déclare «qu'on ne peut pas douter de la sincérité» des conservateurs. Quand je vois M. Harper patiner et Josée Verrier vaciller sur ses talons aiguilles, je me dis: «Parfait, il va falloir qu'on scanne bien la photo des conservateurs pour les montrer et les faire sortir de la boîte aux lettres, afin de lire le vrai texte.» M. Harper a réussi à développer une stratégie efficace, à imposer l'image d'un chef de gouvernement propre et bienveillant, alors que dans les coulisses tous les coups sont permis, des tricheries à Elections Canada à l'obstruction parlementaire, pour faire avancer l'idéologie réformiste, au goût goudronneux.

Daniel Gagnon

Écrivain et membre fondateur de l'Union des écrivains et écrivains québécois, 28 août 2008

Girouette

Charest a traité Dumont de girouette alors que le chef adéquate est celui qui, depuis 2002, a relancé le débat en santé en étant conséquent avec sa position face à l'apport du privé. Charest louvoie à ce sujet depuis toujours, mais va se faire soigner personnellement en clinique privée! Charest disait non en 2004 à la centrale nucléaire de Bécancour. En 2008, il dit oui! Le projet du Suroit semblait si nécessaire face à une pénurie éventuelle d'électricité qu'il nous fallait en produire à base de gaz naturel avec cette nouvelle centrale. Maintenant, aucune pénurie en vue, et Dieu merci! le projet est à l'eau et les réservoirs des barrages sont pleins au max! J'aimerais savoir si Jean Charest sait vraiment de quoi il parle avant de traiter les autres de girouette.

Thomas R. Ouimet

Montréal, 28 août 2008

REVUE DE PRESSE

Réflexions électorales

MANON CORNELIER

Personne ne sera surpris d'apprendre que les commentateurs n'en avaient que pour les scénarios électoraux et le coup de poker du premier ministre Stephen Harper. Son pari ne lui attire pas beaucoup de faveurs.

Le *Toronto Star* trouve intéressés et trompeurs les arguments offerts par le chef conservateur pour justifier le fait de contourner sa loi sur les élections à date fixe. Le quotidien avertit qu'il «risque ainsi de miner la réputation d'homme qui joue franc jeu qu'il a soigneusement entretenue». Le *Star* cherche les preuves d'un Parlement incapable de fonctionner. «Ce qui se passe vraiment n'a rien à voir avec un Parlement dysfonctionnel mais avec un Parlement qui fonctionne trop bien au goût du premier ministre et qui fait son travail en lui demandant des comptes», en particulier en comités.

Le *Calgary Herald* compare la stratégie de Harper à un jeu de pile ou face, car personne à l'extérieur des partis politiques ne tient à avoir des élections en ce moment. Après tout, le chef conservateur a fait adopter une loi sur les élections à date fixe. Il disait en décembre dernier que, dans les circonstances, la session parlementaire avait été fructueuse et affirmait cette semaine que le prochain gouvernement serait encore minoritaire. Pourquoi des élections alors? Le *Herald* risque deux réponses. Ou Harper bluffe ou, comme le dit son ancien chef de cabinet Tom Flanagan, il ne cherche qu'à affaiblir encore plus les libéraux pour faire du PC le parti traditionnel du pouvoir. Le *Herald* prévient cependant qu'advenant que les électeurs trouvent la manœuvre trop cynique, ils pourraient décider de boudier les urnes ou de soutenir Dion.

Selon le *Globe and Mail*, la supposée crise parlementaire dont se sert Harper pour justifier un éventuel appel aux urnes est totalement fabriquée par le premier intéressé puisqu'il ne peut citer un seul exemple où le Parlement a défilé une pièce de résistance de son gouvernement. Et c'est seulement une telle défaite qui pourrait justifier de dis-

soudre le Parlement, dit le *Globe*. Andrew Dreschel, du *Hamilton Spectator*, parle d'hypocrisie. Selon le *Times Colonist*, de Victoria, rien ne justifie des élections et de renier une loi qui devait protéger les Canadiens contre «des élections inutiles déclenchées par des premiers ministres opportunistes».

Qu'on en finisse

Randall Denley, du *Ottawa Citizen*, invite Harper à déclencher les élections, si tel est son souhait, mais qu'il cesse de se plaindre du refus des partis d'opposition de jouer son jeu. «Pour un gars au style de leadership qui rappelle un bon vieux homme fort du *Tiers-Monde*, le premier ministre Stephen Harper apparaît ridiculement faible» avec ses tentatives de provocation. Selon Denley, Harper veut parfois être si malin qu'il se piège lui-même, ce qui s'est produit avec sa loi sur les élections à date fixe. Il y a vu un truc facile pour donner l'illusion de réforme, dit le chroniqueur, mais il se retrouve aujourd'hui incapable de manipuler le calendrier électoral à son avantage sans que tout le monde en prenne note.

Margaret Wente, du *Globe and Mail*, en a assez de cet «effeuillage» politique de Harper. S'il veut des élections, qu'il les déclenche. Wente n'est toutefois pas enthousiaste. «Nous avons un gars mesquin au charme d'un marteau qui fait face à un homme qui semble assez perdu pour que son propre parti espère sa défaite. La meilleure raison de voter pour le deuxième gars, cependant, est qu'il n'est pas le premier, et c'est une puissante raison», écrit-elle avant de se lancer dans un réquisitoire contre Harper. Elle qui croyait avoir affaire à un homme de principe constate «qu'il n'est qu'un autre politicien prompt à la basse flatterie». Sa politique économique se limite à réduire la TPS et à «offrir des crédits d'impôt aux parents qui achètent des bâtons de hockey». Sa vision en matière de justice se limite à faire le dur alors que la criminalité diminue. Elle continue ainsi pour noter, un peu découragée, que, face à Harper, Dion a l'air d'un «chaton».

Mais tant pis, qu'on en finisse, dit-elle.

Les imprévus

Un ancien premier ministre britannique, à qui quelqu'un demandait ce qui pouvait faire dérailler la stratégie d'un gouvernement, avait répondu: «Les événements, mon cher garçon, les événements.» James Travers, du *Toronto Star*, pense que Harper devrait s'en souvenir au moment où il veut déclencher des élections. Il ne pourra tout contrôler. Travers rappelle que la longue période d'incubation de la listériose et les questions répétées sur le système d'inspection des aliments pourraient détourner l'attention du thème du leadership que Harper cherche à imposer. Et que dire de l'économie et de l'Afghanistan...

Le *Halifax Chronicle-Herald* note que l'incertitude des Canadiens en ce moment n'a rien à voir avec la boîte de scrutin, mais bien avec ce qui se retrouve dans leur boîte à lunch. «En d'autres mots, la fièvre électorale qui obsède le premier ministre montre une grossière déconnexion par rapport à cette question de vie et de mort qu'est la contamination à la listériose. [...] Cette dernière devrait pourtant retenir toute l'attention du gouvernement.» La meilleure façon d'exiger des comptes du gouvernement sur ce sujet est au Parlement, dit le *Herald*.

Barbara Yaffe, du *Vancouver Sun*, pense que, malgré ses prétentions, le gouvernement Harper apparaît de plus en plus vulnérable sur le front économique. Il a affiché un déficit pour les deux premiers mois de l'année financière en cours et un ralentissement économique pourrait encore affecter ses revenus. Le secteur manufacturier perd des emplois, l'inflation a atteint un sommet en cinq ans. Des facteurs extérieurs sont à blâmer, dit-elle, mais les conservateurs doivent assumer la responsabilité de la hausse importante des dépenses depuis qu'ils sont au pouvoir. L'économie sera un enjeu important de la campagne, mais les conservateurs ne pourront pas prétendre être des champions de la rigueur fiscale, dit-elle.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Loi sur le système de justice pénale pour adolescents

La bonne mesure au bon moment

SYLVIE DESMARAIS

Directrice-conseil de la Protection de la jeunesse -
Adolescents contrevenants pour l'Association des centres
jeunesse du Québec

Le texte de M^r René Binet publié dans *Le Devoir* du 24 juillet 2008, intitulé «*Détournement de philosophie par la DPJ*», dénote l'absence d'une analyse rigoureuse et constructive de l'application de la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ) et de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents (LSJPA). Il nous apparaît essentiel de rectifier, pour le public lecteur, certains des propos énoncés. Mentionnons que les directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ) sont aussi les directeurs provinciaux (DP), en vertu de la LSJPA.

Lors d'une conférence de presse, le 9 juin dernier, les DPJ-DP des centres jeunesse du Québec ont présenté un bilan des cinq premières années d'application de la LSJPA. Ils ont tenu à rappeler l'efficacité du modèle québécois d'intervention basé sur l'évaluation de chacun des adolescents et de leur situation. Ce modèle vise à déterminer la mesure la plus susceptible d'assurer la réadaptation et la réinsertion sociale, à éviter la récidive et ainsi à assurer la protection de la société. En tenant compte du nouveau contexte législatif apporté en 2003, les DP ont voulu préserver les acquis du modèle québécois et profiter de toutes les possibilités qu'offre la LSJPA pour maintenir la place des interventions de nature psychosociale et de réadaptation.

C'est pourquoi, à l'aube de changements législatifs annoncés, les DP demandent au gouvernement fédéral de maintenir un système de justice pénale distinct pour les jeunes de 12 à 18 ans, puisque l'adolescent en développement a des besoins différents de ceux de l'adulte et que l'intervention doit donc être appropriée.

Mesures de rechange

Les DP constatent de façon positive que la LSJPA a permis au Québec de maintenir son programme de sanctions extrajudiciaires, assurant une intervention adéquate auprès d'adolescents qui commettent des délits mais ne présentent pas de réel problème de délinquance.

Ce type de mesures doit être préservé puisqu'il permet que certains adolescents, plutôt que de faire l'objet d'accusations criminelles, soient orientés vers des mesures de rechange qui favorisent la réparation envers la victime. Tout en permettant une intervention rapide et adaptée à la situation du jeune, ce programme permet d'éviter le processus judiciaire, avec ce qu'il comporte de conséquences pour le jeune, sa famille et les victimes. L'article de M^r Binet ne fait aucunement mention de ces dispositions prévues à la LSJPA.

Critères révisés

Les DP ont aussi présenté les limites relatives aux critères introduits dans la LSJPA relatifs à la détermination de la peine et ceux permettant au tribunal d'imposer une peine comportant de la garde. Ainsi, certains adolescents poursuivent leur trajectoire délinquante, récidivent et, souvent trop tard, une intervention en vertu de la LSJPA est à nouveau nécessaire.

Le principe actuel de détermination de la peine met davantage l'accent sur la nature du délit et ne permet pas suffisamment de tenir compte des caractéristiques de l'adolescent et des risques de récidive qu'il peut présenter. Les DP ont toujours affirmé que le placement sous garde est une mesure de dernier recours en l'absence d'autres mesures pouvant assurer la protection de la société et prévenir la récidive. Ils ont aussi toujours préconisé que le placement sous garde soit constitué de programmes de réadaptation et de réinsertion.



SÉBASTIEN BOZON AGENCE FRANCE PRESSE

Les DP demandent au gouvernement fédéral de maintenir un système de justice pénale distinct pour les jeunes de 12 à 18 ans, puisque l'adolescent en développement a des besoins différents de ceux de l'adulte.

L'objectif n'est donc pas l'augmentation du nombre de jeunes mis sous garde mais la révision des critères permettant que l'on y recoure avec plus de discernement afin d'offrir «la bonne mesure au bon moment».

Adolescent responsable

M^r Binet omet d'ailleurs de mentionner que le taux de placement sous garde des adolescents démontre que le Québec a recours à cette mesure deux fois moins souvent que la majorité des autres provinces canadiennes.

Manifestement, le texte de M^r Binet ne fait pas état des buts et objectifs distincts de la LPJ et de la LSJPA. Ses propos laissent même supposer que des raisons administratives justifieraient l'utilisation d'une législation pour en contourner une autre, ce qui nous amène à nous questionner grandement.

L'objectif de la LSJPA est de responsabiliser l'adolescent face à ses comportements délictueux et de protéger la société tout en favorisant la réadaptation et la réinsertion sociale de l'adolescent.

Nature des difficultés

L'objectif de la LPJ est tout autre et vise la protection des enfants et des adolescents dont la sécurité ou le développement est compromis, et ce, dans des situations précises définies par le législateur.

Il importe de distinguer les troubles de comportement et la délinquance. Dans le cas de troubles de comportement, la LPJ vise à protéger l'adolescent contre lui-

même ou son entourage des comportements à risque qu'il peut présenter. Il ne s'agit pas de punir les manifestations des troubles de comportement mais de déterminer si la nature des difficultés se traduit par des comportements délictueux. L'évaluation de chacun des jeunes et l'utilisation d'outils reconnus permet de préciser si l'engagement est délinquant ou non et sert de base aux recommandations.

Plusieurs adolescents font l'objet d'une intervention en vertu de ces deux lois. Il est toutefois erroné de prétendre que ces deux lois sont interchangeables.

Règles ignorées

Enfin, M^r Binet invoque le financement fédéral pour justifier le choix du régime pour intervenir auprès des adolescents. Émettre une telle hypothèse tient davantage au fait de l'ignorance de M^r Binet des règles régissant les transferts de fonds fédéraux.

À l'aube d'éventuels changements législatifs à la LSJPA, les DP réitérent les principes et les valeurs du modèle québécois et l'expertise unique et reconnue qui a été développée en matière de réadaptation des adolescents contrevenants. La difficulté d'application de la loi ne réside pas dans le durcissement de la réponse judiciaire.

L'investissement doit davantage porter, entre autres, sur la concertation des partenaires, le développement de mesures concrètes pour diminuer la pauvreté, la mise en place de programmes d'intégration à l'emploi et de réinsertion sociale.

Pour un nouveau modèle d'école québécoise

SÉBASTIEN PROULX

Député de Trois-Rivières et leader parlementaire
de l'opposition officielle et porte-parole en matière
d'éducation

Les tenants de la pensée unique en éducation ont réagi violemment aux propos tenus, au début de la semaine, par le chef de l'ADQ, Mario Dumont, sur notre vision de l'école au Québec. Ces personnes, réfractaires à tout changement, considèrent que tout va bien en éducation. Elles se contentent du statu quo. C'est leur droit. C'est leur choix. Ce n'est pas notre cas. Avec entre autres un taux de décrochage de près de 28 % dans les écoles publiques et une bureaucratisation à outrance, il y a un débat à faire sur le type d'école que nous souhaitons pour nos enfants et pour assurer le développement de notre société.

À l'ADQ, nous croyons qu'un nouveau modèle d'école est nécessaire: une école plus autonome, directement responsable de la réussite des élèves. Or, pour réussir cette nouvelle école, il faut y réfléchir sérieusement et s'ouvrir sur ce qui se fait de mieux ailleurs. Avec la réforme Marois, qui a évacué le redoublement et l'effort, notamment grâce à la complicité de la ministre Michelle Courchesne, le Québec est bien mal placé pour faire la leçon à qui que ce soit. Il faut s'inspirer des pays scandinaves pour réduire notre bureaucratie scolaire. Il faut aller voir aux États-Unis pour prendre conscience que le sentiment d'appartenance est une des clés de la motivation des élèves.

La société québécoise doit avoir la maturité d'analyser sereinement les expériences vécues ailleurs pour offrir à la population les meilleurs services publics. Or il existe au Québec un courant radical et idéologique qui crie au loup quand on mentionne le nom des États-Unis. Il est pourtant faux de prétendre que tout ce qui se passe chez nos voisins du Sud est automatiquement mauvais. Il s'agit d'un réflexe de repli sur soi qui m'apparaît dépassé.

Une école autonome

Après la famille, c'est l'école qui est le premier lieu d'intégration et d'implication à la vie en société. Les parents ont la responsabilité première de l'éducation de leurs enfants. En les confiant à l'école, ils attendent le meilleur pour eux. Ils comptent sur une école plus autonome où les enseignants sont respectés et traités en véritables professionnels de l'éducation. Une école où la rigueur, la fierté et la réussite doivent retrouver leur place. Une école bien enracinée dans son milieu et dans laquelle l'implication de la communauté est essentielle.

L'élève doit être la priorité du système scolaire. Il doit se sentir à sa place à l'école. Une école qui représente pour lui un milieu de vie agréable et motivant. Une petite communauté à laquelle il a le sentiment d'appartenir. Malheureusement, l'initiative est souvent freinée par des rigidités administratives et des structures inefficaces.

Pourtant, l'école doit être en mesure d'intervenir rapidement et efficacement auprès de ses élèves, tout particulièrement auprès de ceux qui sont en difficulté, qui éprouvent des problèmes de motivation ou qui n'ont pas l'impression d'être à leur place à l'école. La direction de l'école doit donc avoir accès aux ressources humaines et financières nécessaires et disposer de toute la latitude requise pour intervenir sans avoir à obtenir l'accord d'une quantité de structures administratives rigides. Il faut qu'elle puisse faire preuve de leadership et être responsable devant le comité d'établissement.

Valoriser et appuyer davantage nos enseignants

Les enseignants ne demandent pas mieux que d'avoir davantage leur mot à dire pour faire de l'école un milieu de vie et d'apprentissages plus stimulant. Il faut accorder plus de ressources là où ça compte: dans nos écoles, auprès de nos enfants. Collectivement, nous devons nous impliquer pour appuyer celles et ceux qui ont la lourde tâche de préparer le Québec de demain. Comme parents, nous devons appuyer l'autorité qu'ils exercent sur nos enfants. Rien n'est plus important pour assurer la pérennité de notre société que l'épanouissement de tous nos enfants.

Un véritable milieu de vie

Pour parvenir à faire de l'école un véritable milieu de vie, il faut offrir à nos enfants l'occasion de se réaliser pleinement dans tous les aspects de leur personnalité. C'est avec des équipes sportives, des troupes de théâtre et des activités parascolaires enrichissantes qu'un véritable sentiment d'appartenance se crée chez les élèves et qu'ils choisissent de poursuivre leurs études malgré les difficultés rencontrées. L'acceptation de ces difficultés, la motivation et le goût de continuer à apprendre sont plus présents lorsqu'on est estimé pour notre apport à la communauté de l'école, et pas seulement pour la qualité de nos résultats scolaires.

L'éducation n'est pas un enjeu comme les autres. Au Québec, nous sommes condamnés à être les meilleurs afin d'assurer l'avenir et le développement de notre société en terre d'Amérique.

Nous devons tout faire pour que l'école québécoise devienne un milieu de vie plus stimulant. C'est le message que je livrerai dans les prochaines semaines lors de la tournée que j'effectuerai afin d'écouter les Québécois et partager avec eux la vision du nouveau modèle d'école que l'ADQ propose.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Lettre au ministre de la Santé

Pour un site d'injection supervisée adapté

RON RAYSIDE

Président du conseil d'administration
du Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance

Monsieur le ministre, Dernièrement, vous avez annoncé publiquement votre décision d'écarter l'idée d'ouvrir un site d'injection supervisée au Québec. Cette décision a pris bien des gens par surprise, à commencer par nous, puisque l'idée d'avoir ce type de ressource fait l'unanimité parmi les experts du réseau de la santé, et ce, depuis longtemps.

Depuis plusieurs années, les intervenants des CLSC des Faubourgs, Saint-Louis-du-Parc et du Plateau-Mont-Royal, qui font partie du CSSS Jeanne-Mance à Montréal, travaillent quotidiennement, de pair avec des organismes communautaires, auprès de personnes qui font usage de drogues injectables. Plusieurs de nos intervenants voient quotidiennement l'environnement dans lequel évoluent ces personnes et les conséquences de telles habitudes.

Ainsi, à la lumière de nos connaissances et de notre expérience, nous joignons notre voix à celles déjà entendues afin de réitérer les bienfaits d'un site d'injection supervisée.

Les arguments en faveur de l'instauration d'un tel site ne doivent plus vous être inconnus, mais permettez-nous de les rappeler: éviter la propagation des ITSS, en particulier le sida et l'hépatite C, rejoindre des usagers marginalisés afin de leur offrir d'autres services de santé, dont la désintoxication, éviter les surdoses et les coûts qui y sont associés, réduire la consommation de drogues par injection ou l'inhalation dans les lieux publics, réduire la présence de seringues abandonnées, éviter que les personnes intoxi-

quées se retrouvent immédiatement dans la rue.

Il y a une quinzaine d'années, nous avons fait un pas en avant comme société responsable en instaurant un système de récupération et d'échange de seringues usagées. Bien que cette pratique ait soulevé des questions au début, il s'agit aujourd'hui d'un acquis permettant d'éviter de nombreux incidents en plus de prévenir la propagation d'ITSS. Il faut maintenant aller plus loin.

Si votre décision ne repose pas sur des critères de santé publique mais sur la perception que ces lieux agissent comme catalyseur de criminalité, permettez-nous de parler de l'expérience du site INSITE, à Vancouver. L'évaluation d'INSITE montre que la criminalité n'a pas augmenté autour du site. Au contraire, on y a remarqué une diminution de la prostitution, des vols, des agressions sexuelles et des activités de «squeegees».

Un modèle adapté

Enfin, est-il nécessaire de vous rappeler qu'aucune société n'est venue à bout des problèmes liés à la drogue par des actions de répression? Il est donc primordial de mieux nous outiller, en tant que société, pour intervenir dans ces contextes, certes non souhaités, mais réels. En fait, il faut peut-être voir dans ces sites une nouvelle vitrine permettant de mieux comprendre les problèmes et les dynamiques liés à la consommation de drogues. Il s'agit peut-être d'une occasion d'offrir de meilleurs services et de limiter davantage les conséquences liées à la consommation de drogues.

Il est important de proposer un modèle de site d'injection supervisée adapté à nos réalités. Prenez le temps de venir voir ce qui se passe sur le terrain, de rencontrer nos intervenants et les gens des organismes actifs dans ce milieu pour voir comment nous pourrions développer notre modèle.



ANDY CLARK REUTERS

Un site d'injection supervisée à Vancouver

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre), information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Precourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (carticaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Emille Folle-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaires à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Plamondon-Émond (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bherer (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Boassé, Manon Boliard, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

